

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

9 JUILLET 1951. — Loi portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés (1).

BAUDOUIIN, Prince Royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 1^{er}. Une indemnité de milice, des majorations tenant lieu d'allocations familiales et une indemnité de naissance sont allouées à leur demande à certains ayants droit des militaires appartenant à la catégorie des soldés ou à ces militaires mêmes.

Art. 2. Les bénéficiaires de l'indemnité accordée dans les cas et les conditions prévus par la présente loi sont :

- 1^o L'épouse du militaire, la femme divorcée;
- 2^o Les enfants légitimes du militaire, ceux que l'épouse a eus d'un mariage antérieur, ainsi que les enfants naturels reconnus par l'un d'eux;
- 3^o Les frères et sœurs légitimes et naturels du militaire qui sont orphelins;
- 4^o Les père et mère du militaire;
- 5^o Les ascendants autres que les père et mère;
- 6^o Le militaire orphelin.

Art. 3. Pour bénéficier de l'indemnité de milice les ayants droit doivent satisfaire aux conditions de ressources qui seront déterminées par un arrêté royal délibéré en conseil des ministres.

CHAPITRE II. — LES INDEMNITÉS ET LES AYANTS DROIT.

SECTION I. — L'épouse, la femme divorcée.

Art. 4. L'indemnité de milice est due à l'épouse du militaire.

L'épouse qui est séparée du militaire, de droit ou de fait, n'a droit à l'indemnité de milice que si elle a un titre à des aliments. La femme divorcée a également ce droit si elle bénéficie d'une pension alimentaire.

Dans ces cas, l'indemnité lui revenant est limitée à la somme fixée au titre d'aliments ou de pension alimentaire.

Le militaire est libéré de son obligation alimentaire à concurrence de l'indemnité de milice ainsi calculée.

Pour l'application de la loi, est considérée notamment comme un titre à des aliments, l'autorisation donnée, en vertu de l'article 214b du Code civil, à la femme séparée de fait.

SECTION II. — Les enfants.

Art. 5. A défaut des bénéficiaires visés par l'article 4, l'indemnité est due aux enfants âgés de moins de 18 ans ou incapables de pourvoir à leur subsistance en raison de maladie ou d'infirmités.

Art. 6. Les enfants qui font partie du ménage de la femme divorcée ou séparée de droit ou de fait, ainsi que ceux qui sont confiés par elle à des tiers, n'ont droit à l'indemnité que si la femme a un titre à des aliments à charge du militaire pour subvenir aux besoins de ces enfants.

(1) Session 1950-1951.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n^o 94. — Amendements, n^{os} 152, 214, 243, 318, 355, 448 et 455. — Rapport, n^o 415. — Articles amendés au premier vote, n^o 459. — Rapport complémentaire, n^o 472.

Annales parlementaires. — 16, 17 et 24 mai 1951.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des Représentants, n^o 283. — Rapport, n^o 358.

Annales parlementaires. — 3 juillet 1951.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN.

9 JULI 1951. — Wet houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen (1).

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,

die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 1. Aan sommige rechthebbenden van de tot de soldijtrekkende categorie behorende militairen of aan die militairen zelf worden op hun aanvraag militievergoeding, als kindertoelage geldende bijlagen en geboortevergoeding verleend.

Art. 2. De genothebenden van de vergoeding in de bij deze wet bepaalde gevallen en voorwaarden zijn :

- 1^o De echtgenote van de militair, de uit de echt gescheiden vrouw;
- 2^o De wettige kinderen van de militair, die van de echtgenote uit een vorig huwelijk zomede de door een van beiden erkende natuurlijke kinderen;
- 3^o De verweesde wettige en natuurlijke broeders en zusters van de militair;
- 4^o De vader en moeder van de militair;
- 5^o De ascendenten, andere dan vader en moeder;
- 6^o De verweesde militair.

Art. 3. Om de militievergoeding te genieten, dienen de rechthebbenden te voldoen aan de inkomstenvereisten welke bij een in ministerraad overlegd koninklijk besluit vastgesteld worden.

HOOFDSTUK II. — VERGOEDINGEN EN RECHTHEBBENDEN.

AFDELING I. — De echtgenote, de uit de echt gescheiden vrouw.

Art. 4. De militievergoeding is verschuldigd aan de echtgenote van de militair.

De echtgenote die in rechte of in feite van de militair is gescheiden, kan de militievergoeding slechts trekken bijaldien ze een titel bezit die recht geeft op onderhoud. De uit de echt gescheiden vrouw bezit hetzelfde recht indien ze onderhoudsgeld geniet.

In die gevallen is de vergoeding die haar toekomt, beperkt tot het bedrag van het onderhoudsgeld.

De militair is ontheven van zijn onderhoudsplicht ten belope van de aldus berekende militievergoeding.

Wordt voor de toepassing van deze wet, onder meer, beschouwd als titel recht gevend op onderhoud, de machtiging verleend ingevolge artikel 214b van het Burgerlijk Wetboek aan de in feite gescheiden vrouw.

AFDELING II. — De kinderen.

Art. 5. Bij ontstentenis van rechthebbenden als bedoeld in artikel 4 is de vergoeding verschuldigd aan de kinderen die geen 18 jaar oud of wegens ziekte of lichaamsgebreken onbekwaam zijn zelf in hun onderhoud te voorzien.

Art. 6. De kinderen die van het gezin van de uit de echt gescheiden, dan wel in rechte of in feite gescheiden vrouw deel uitmaken alsmede degenen die door haar aan derden zijn toevertrouwd, hebben slechts recht op de vergoeding indien de vrouw voor hen onderhoudsgeld ten laste van de militair geniet.

(1) Zitting 1950-1951.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, n^o 94. — Amendementen, n^{os} 152, 214, 243, 318, 355, 448 en 455. — Verslag, n^o 415. — In eerste lezing gewijzigde artikelen, n^o 459. — Aanvullend verslag, n^o 472.

Parlementaire Handelingen. — 16, 17 en 24 Mei 1951.

SENAAT.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp door de Kamer der Volksvertegenwoordigers overgemaakt, n^o 283. — Verslag, n^o 358.

Parlementaire Handelingen. — 3 juli 1951.

L'indemnité est limitée au montant de ces aliments. Le militaire est libéré de son obligation alimentaire à concurrence de l'indemnité ainsi calculée.

Art. 7. Les enfants confiés à des tiers par le militaire moyennant rémunération ont droit à une indemnité dont le montant ne peut dépasser cette rémunération.

Les enfants confiés à des tiers non rémunérés n'ont pas droit à l'indemnité de milice. Ces enfants ne sont toutefois pas exclus du bénéfice de l'indemnité si, au moment de l'entrée du militaire sous les armes, ils faisaient partie du ménage du militaire ou étaient confiés par lui à des tiers rémunérés.

Art. 8. L'indemnité n'est pas due aux enfants lorsque les personnes visées à l'article 4 sont exclues du bénéfice de l'indemnité en raison de leurs ressources.

Si la femme divorcée ou séparée de droit ou de fait est exclue du bénéfice de l'indemnité de milice en raison de ses ressources, les enfants qui font partie du ménage du militaire ou qui sont confiés par lui à des tiers, ne sont pas exclus du bénéfice de l'indemnité.

Art. 9. Lorsque l'épouse est déchu du bénéfice de l'indemnité de milice pour cause d'inconduite, conformément à l'article 39, l'indemnité n'est due aux enfants qui vivaient avec elle ou qui avaient été confiés par elle à un tiers qu'à partir du jour où ils sont confiés à un tiers avec l'autorisation du militaire.

SECTION III. — *Les frères et sœurs.*

Art. 10. A défaut d'épouse, de femme divorcée ou séparée et d'enfants et sans préjudice de l'application de l'article 17, l'indemnité est due aux frères et sœurs légitimes et naturels du militaire qui sont orphelins et se trouvent dans les conditions fixées par l'article 5.

Art. 11. Pour avoir droit à l'indemnité de milice, les frères et sœurs du militaire doivent, au moment de son entrée sous les armes, soit être confiés par lui à un tiers rémunéré, soit faire partie du même ménage que lui. Dans ce dernier cas, il doit être établi que le militaire était leur indispensable soutien avant son entrée au service.

L'indemnité reste due si, après son entrée sous les armes, le militaire confie ses frères et sœurs à des tiers rémunérés.

Art. 12. Lorsque les frères et sœurs sont confiés à des tiers moyennant rémunération, l'indemnité de milice ne peut dépasser le montant de cette rémunération.

SECTION IV. — *Les ascendants.*

Art. 13. A défaut d'épouse, de femme divorcée ou séparée de droit ou de fait, d'enfants, de frères et sœurs orphelins à charge du militaire au sens de la section III, l'indemnité est due :

1° Aux père et mère légitime du militaire. En cas de séparation des père et mère, l'indemnité sera payée à celui d'entre eux avec lequel le militaire vivait au moment de son appel sous les armes;

2° Si le militaire est enfant naturel, à l'auteur qui l'a reconnu, pour autant que la reconnaissance soit antérieure à la date de l'entrée au service actif ou émane de la femme dont le nom figure à l'acte de naissance;

3° A la personne qui a recueilli le militaire, alors qu'il était orphelin ou abandonné, l'a élevé et eu à sa charge, s'il est établi qu'elle tenait effectivement auprès de lui la place de ses parents au moment de l'entrée du militaire au service actif.

Art. 14. A défaut d'épouse, de femme divorcée ou séparée de droit ou de fait, d'enfants, de frères et sœurs orphelins, légitimes et naturels, à charge du militaire et de parents, au sens de l'article 13, l'indemnité est due aux ascendants autres que les père et mère.

SECTION V. — *Le militaire orphelin.*

Art. 15. A défaut de bénéficiaires visés aux sections I, II, III et IV de ce chapitre, l'indemnité est due au militaire orphelin.

De vergoeding moet binnē de perken van het onderhoudsgeld blijven. De militair is ontheven van zijn onderhoudsplicht ten belope van de aldus berekende vergoeding.

Art. 7. De kinderen die door de militair tegen vergoeding aan derden zijn toevertrouwd, hebben recht op een vergoeding waarvan het bedrag die vergoeding niet mag overtreffen.

De kinderen die aan niet vergolden derden zijn toevertrouwd, hebben geen recht op militievergoeding. Die kinderen zijn echter niet uitgesloten van dat genot indien zij, bij de indiensttreding van de militair, deel uitmaakten van diens gezin of aan derden tegen vergoeding waren toevertrouwd.

Art. 8. De vergoeding is aan de kinderen niet verschuldigd wanneer de in artikel 4 bedoelde personen wegens hun inkomsten buiten het genot der vergoeding vallen.

Indien de uit de echt gescheiden hetzij de in rechte of in feite gescheiden vrouw wegens haar inkomsten de vergoeding niet kan genieten, zijn de kinderen die deel uitmaken van het gezin van de militair of door deze aan derden zijn toevertrouwd, niet van het genot der vergoeding uitgesloten.

Art. 9. Is de echtgenote uit het genot der militievergoeding, overeenkomstig artikel 39, wegens wangedrag ontzet, dan is de vergoeding aan de kinderen die met haar samenwoonden of door haar aan een derde zijn toevertrouwd slechts verschuldigd met ingang van de dag waarop zij met de toestemming van de militair aan een derde toevertrouwd worden.

AFDELING III. — *De broeders en zusters.*

Art. 10. Bij ontstentenis van echtgenote, van uit de echt gescheiden hetzij in rechte of in feite gescheiden vrouw en van kinderen, en onverminderd de toepassing van artikel 17, is de vergoeding verschuldigd aan de verweerde wettige en natuurlijke broeders en zusters van de militair die aan de in artikel 5 gestelde voorwaarden beantwoorden.

Art. 11. Om op de militievergoeding gerechtigd te zijn, moeten de broeders en zusters van de militair, bij diens indiensttreding, ofwel door hem tegen vergoeding aan een derde zijn toevertrouwd, ofwel van hetzelfde gezin als hij deel uitmaken. In het laatste geval moet uitgemaakt worden dat de militair vóór zijn indiensttreding hun kostwinner was.

De vergoeding blijft verschuldigd zo de militair na zijn indiensttreding zijn broeders en zusters aan derden tegen vergoeding toevertrouwt.

Art. 12. Wanneer de broeders en zusters tegen vergoeding aan derden zijn toevertrouwd, mag de militievergoeding niet boven het bedrag dier vergoeding uitgaan.

AFDELING IV. — *De ascendenten.*

Art. 13. Bij ontstentenis van echtgenote, van uit de echt gescheiden hetzij in rechte of in feite gescheiden vrouw, van kinderen, van verweerde broeders en zusters ten laste van de militair als bedoeld in afdeling III, is de vergoeding verschuldigd :

1° Aan de wettige vader en moeder van de militair. In geval van scheiding van vader en moeder wordt de vergoeding uitbetaald aan diegene hunner bij wie de militair op het ogenblik van zijn indiensttreding inwoonde;

2° Zo de militair natuurlijk kind is, aan de ouder die hem erkend heeft, zo die erkenning is geschied vóór de datum der indiensttreding of uitgaat van de vrouw wier naam op de geboorteakte vermeld is;

3° Aan de persoon die de militair heeft opgenomen, toen deze wees of verlaten was, hem grootgebracht en te zijnen laste heeft gehad, bijaldien vaststaat dat hij, op het ogenblik waarop de militair in actieve dienst trad, bij deze werkelijk de plaats zijner ouders innam.

Art. 14. Bij ontstentenis van echtgenote, van uit de echt gescheiden hetzij in rechte of in feite gescheiden vrouw, van kinderen, van verweerde wettige en natuurlijke broeders en zusters ten laste van de militair en van ouders als bedoeld in artikel 13, is de vergoeding verschuldigd aan de andere ascendenten dan vader en moeder.

AFDELING V. — *De verweerde militair.*

Art. 15. Bij ontstentenis van genothebbers als bedoeld in de afdelingen I, II, III en IV van dit hoofdstuk is de vergoeding verschuldigd aan de verweerde militair.

SECTION VI. — *Concours d'ayant droit.*

Art. 16. L'épouse divorcée d'un militaire remarié a droit à l'indemnité de milice dans les limites de sa pension alimentaire.

Si le montant de l'indemnité de milice est supérieur à celui de la pension alimentaire, la différence est attribuée à l'épouse du militaire.

Art. 17. Les frères et sœurs qui se trouvent dans les conditions prévues par la section III n'entrent en concours avec la femme divorcée que dans la mesure où l'indemnité de milice est supérieure au montant de la pension alimentaire.

SECTION VII. — *Taux de l'indemnité.*

Art. 18. Un arrêté royal délibéré en conseil des ministres fixera le taux de l'indemnité.

SECTION VIII. — *La demande d'indemnité.*

Art. 19. La demande doit être introduite par l'ayant droit ou par la personne qui assure son entretien si l'ayant droit est mineur.

Les mesures d'application sont fixées par arrêté royal.

Art. 20. Les demandes sont sans effet dans la mesure où elles se rapportent à une période antérieure de plus de six mois à leur introduction.

SECTION IX. — *Le paiement de l'indemnité.*

Art. 21. L'indemnité due aux ayants droit mineurs est payée aux personnes qui assurent leur entretien.

CHAPITRE III. — LES MAJORATIONS.

SECTION I. — *Conditions d'octroi.*

Art. 22. Donnent lieu à l'octroi de majorations : les enfants visés à la section II du chapitre II et les frères et sœurs visés à la section III du même chapitre, qu'ils aient ou non droit à l'indemnité.

SECTION II. — *Montant.*

Art. 23. Le montant des majorations est égal à celui des allocations familiales octroyées au personnel de l'Etat.

Si les enfants ou les frères et sœurs sont eux-mêmes bénéficiaires de tout ou partie de l'indemnité de milice, il y a lieu d'exclure d'entre eux pour établir le montant des majorations dues.

Toutefois, la disposition ci-dessus n'est pas applicable dans les cas de concours prévus à la section VI du chapitre II.

En cas de partage des majorations, le montant de chaque majoration est calculé en divisant le montant total par le nombre d'enfants.

Art. 24. Les majorations ainsi établies ne sont dues que sous déduction des allocations familiales payées en exécution :

1° De la loi du 4 août 1930 portant généralisation des allocations familiales en faveur des travailleurs salariés;

2° Du statut pécuniaire des agents de l'Etat;

3° De l'arrêté royal du 10 janvier 1947 relatif aux rétributions du personnel des provinces, des communes et des administrations qui leur sont subordonnées;

4° De la loi du 10 juin 1937 étendant les allocations familiales aux employeurs et aux non-salariés.

Art. 25. En aucun cas, l'octroi de majorations ne peut avoir pour effet d'attribuer à la bénéficiaire d'aliments une somme supérieure au montant des aliments.

Dans les cas de partage, l'excédent reviendra aux enfants confiés aux soins du père.

Art. 26. En aucun cas, l'octroi de majorations ne peut avoir pour effet d'attribuer aux enfants ou frères et sœurs bénéficiaires d'une part de l'indemnité, confiés à des tiers moyennant rémunération, une somme supérieure à la rémunération.

SECTION III. — *La demande et le paiement.*

Art. 27. Pour être recevable, la demande doit être introduite par la personne qui assure l'entretien des enfants ou des frères et sœurs.

AFDELING VI. — *Gelijkgerechtigde personen.*

Art. 16. De uit de echt gescheiden vrouw van een hertrouwde militair heeft recht op de milievergoeding in de mate van het bedrag van haar onderhoudsgeld.

Indien het bedrag van de milievergoeding hoger is dan het bedrag van het onderhoudsgeld, dan wordt het verschil toegekend aan de echtgenote van de militair.

Art. 17. De broeders en zusters die voldoen aan de voorwaarden gesteld in afdeling III zijn slechts gelijkgerechtigd met de uit de echt gescheiden vrouw voor zover de milievergoeding hoger is dan het bedrag van het onderhoudsgeld.

AFDELING VII. — *Bedrag der vergoeding.*

Art. 18. Het bedrag der vergoeding wordt bij een in minister-raad overlegd koninklijk besluit vastgesteld.

AFDELING VIII. — *Vergoedingsaanvraag.*

Art. 19. De aanvraag moet worden ingediend door de recht-hebbende of, zo deze minderjarig is, door de persoon die in zijn onderhoud voorziet.

De toepassingsmaatregelen worden bij koninklijk besluit bepaald.

Art. 20. De aanvragen hebben geen uitwerking over een tijdperk dat meer dan zes maanden aan haar indiening voorafgaat.

AFDELING IX. — *Uitbetaling der vergoeding.*

Art. 21. De aan de minderjarige rechthebbers verschuldigde vergoeding wordt uitbetaald aan de personen die in hun onderhoud voorzien.

HOOFDSTUK III. — DE BIJSLAGEN.

AFDELING I. — *Toekenningsvereisten.*

Art. 22. Geven aanleiding tot het toekennen van bijlagen : de kinderen bedoeld in afdeling II van hoofdstuk II en de broeders en zusters bedoeld in afdeling III van hetzelfde hoofdstuk, ongeacht of zij al dan niet vergoedingsgerechtigd zijn.

AFDELING II. — *Bedrag.*

Art. 23. Het bedrag der bijlagen is gelijk aan dat der kindertoelagen van het rijkspersoneel.

Trekken de kinderen of de broeders en zusters de milievergoeding zelf geheel of gedeeltelijk, dan dient een van hen tot het vaststellen van het bedrag der verschuldigde bijlagen uitgesloten.

Vorenstaande bepaling is echter niet van toepassing in de onder afdeling VI van hoofdstuk II bepaalde gevallen van gelijkgerechtigdheid.

Bij verdeling der bijlagen wordt het bedrag van iedere bijslag berekend door het totaal bedrag door het aantal kinderen te delen.

Art. 24. De aldus vastgestelde bijlagen zijn slechts verschuldigd na aftrek van de kindertoelagen betaald in uitvoering :

1° Van de wet van 4 Augustus 1930 houdende veralgemening van de kindertoelagen ten voordele der loontrekkenden;

2° Van het geldelijk statuut der rijksambtenaren;

3° Van het koninklijk besluit van 10 januari 1947 betreffende de bezoldiging van het personeel der provincies, gemeenten en daaraan ondergeschikte besturen;

4° Van de wet van 10 juni 1937 houdende uitbreiding van de kindertoelagen tot de werkgevers en de niet-loontrekkenden.

Art. 25. Het toekennen van bijlagen mag alleszins niet ten gevolge hebben dat aan de onderhoudsgerechtigde een groter bedrag dan het onderhoudsgeld wordt verleend.

Bij verdeling komt het overschot toe aan de kinderen die aan de zorgen van de vader zijn toevertrouwd.

Art. 26. Het toekennen van bijlagen mag alleszins niet ten gevolge hebben dat aan de tegen vergelding aan derden toevertrouwde kinderen of broeders en zusters die gerechtigd zijn op een gedeelte der vergoeding een groter bedrag dan die vergelding wordt verleend.

AFDELING III. — *Aanvraag en uitbetaling.*

Art. 27. Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag ingediend worden door de persoon die in het onderhoud der kinderen of broeders en zusters voorziet.

Art. 28. La disposition de l'article 20 est applicable aux demandes de majoration.

Art. 29. Les majorations sont payées aux personnes indiquées à l'article 21.

CHAPITRE IV. — DE L'INDEMNITÉ DE NAISSANCE.

Art. 30. Une indemnité de naissance est allouée à l'épouse du militaire pour chacun des enfants légitimes nés pendant la période au cours de laquelle l'indemnité de milice est octroyée.

Cette indemnité est fixée au même taux et attribuée aux mêmes conditions que l'indemnité de naissance prévue en faveur du personnel de l'Etat.

Art. 31. L'indemnité de naissance est due sous déduction des indemnités de même nature accordées en exécution des dispositions légales visées à l'article 24.

Art. 32. Pour être recevable, la demande doit être introduite par l'épouse ou par ses héritiers ou ayants cause.

Art. 33. La demande n'est plus recevable si elle est introduite plus de six mois après la naissance.

CHAPITRE V. — DISPOSITIONS COMMUNES.

SECTION I. — Les commissions des indemnités de milice.

Art. 34. Il est institué des commissions des indemnités de milice dont le nombre, le siège, le ressort et la composition sont déterminés par arrêté royal.

Ces commissions sont présidées par un magistrat effectif, suppléant ou honoraire d'un tribunal de première instance.

Art. 35. Les commissions des indemnités de milice statuent sur les recours introduits contre les décisions relatives aux demandes prévues par la présente loi, sans préjudice des dispositions de l'article 39.

Art. 36. La commission se réunit à la diligence du président.

Elle statue sur pièces, à la majorité des voix. Elle peut toutefois ordonner la comparution des parties.

En cas de doute, la commission peut procéder à une enquête. Lorsqu'un membre de la commission est parent ou allié du demandeur jusqu'au troisième degré inclusivement, il doit se récuser.

Les décisions de la commission sont motivées et notifiées aux parties dans les quinze jours.

Art. 37. Pour être recevable, le recours doit être adressé à la commission sous pli recommandé dans les trente jours de la notification de la décision aux intéressés.

Art. 38. Lorsque le Conseil d'Etat annule, en application de l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946, une décision d'une commission des indemnités de milice, l'affaire est renvoyée devant une autre commission. Cette commission est tenue de se conformer à la décision du Conseil d'Etat sur le point de droit jugé.

SECTION II.

Cause de déchéance du droit à l'indemnité de milice.

Art. 39. Le militaire peut s'opposer au paiement de l'indemnité de milice à l'épouse en cas d'inconduite notoire de celle-ci. Toutefois, cette opposition n'est pas recevable si l'épouse est bénéficiaire d'aliments.

Le juge de paix statue sur l'opposition et, le cas échéant, prononce la déchéance du droit à l'indemnité de milice. La procédure d'opposition et de déchéance sera réglée par un arrêté royal, qui désignera également les autorités compétentes en cette matière à l'étranger et à la colonie.

Art. 40. Sont exclues du bénéfice de la présente loi, les personnes dont les pouvoirs publics assurent l'hébergement et l'entretien au moment de l'entrée au service du militaire.

Art. 28. Het bepaalde in artikel 20 is toepasselijk op de bijlag-aanvragen.

Art. 29. De bijlagen worden betaald aan de bij artikel 21 bedoelde personen.

HOOFDSTUK IV. — DE GEBORTEVERGOEDING.

Art. 30. Een geboortevergoeding wordt aan de echtgenote van de militair verleend voor ieder wettig kind dat geboren wordt gedurende het tijdperk waarin militievergoeding wordt toegekend.

Deze vergoeding wordt vastgesteld op hetzelfde bedrag en verleend onder gelijke voorwaarden als de geboortevergoeding voor het Rijkspersoneel.

Art. 31. De geboortevergoeding wordt toegekend na aftrek van de vergoedingen van gelijke aard in uitvoering van de bij artikel 24 bedoelde bepalingen verleend.

Art. 32. Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag door de echtgenote of door haar erfgenamen of rechtverkrijgenden ingediend worden.

Art. 33. De aanvraag is niet meer ontvankelijk zo zij meer dan zes maanden na de geboorte ingediend wordt.

HOOFDSTUK V. — GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN.

AFDELING I. — Militievergoedingscommissies.

Art. 34. Er worden militievergoedingscommissies ingesteld, waarvan het aantal, de zetel, het ambtsgebied en de samenstelling bij koninklijk besluit bepaald worden.

Deze commissies worden door een gewoon, plaatsvervangend of ere-magistraat van een rechtbank van eerste aanleg voorgezeten.

Art. 35. De militievergoedingscommissies doen uitspraak over het beroep ingesteld tegen de beslissingen betreffende de in onderhavige wet bedoelde aanvragen, onverminderd het bepaalde in artikel 39.

Art. 36. De commissie wordt op benaarding van de voorzitter bijeengeroepen.

Zij beschikt op stukken bij meerderheid van stemmen. Zij kan evenwel de verschijning van partijen gelasten.

Bij twijfel is de commissie er toe bevoegd een onderzoek in te stellen. Is een lid der commissie bloed- of aanverwant tot en met de derde graad van de aanvrager, dan moet het zich verschonen.

De beslissingen der commissie worden met redenen omkleed en binnen vijftien dagen aan partijen betekend.

Art. 37. Om ontvankelijk te zijn, moet het beroep binnen dertig dagen na de betekening van de beslissing aan de belanghebbenden per aangetekend schrijven tot de commissie gericht worden.

Art. 38. Vernietigt de Raad van State een beslissing van een militievergoedingscommissie bij toepassing van artikel 9 der wet van 23 December 1946, dan wordt de zaak gebracht vóór een andere commissie. Deze commissie is gehouden zich te gedragen naar de beslissing van de Raad van State wat het gewezen rechtspunt betreft.

AFDELING II.

Grond van het verval van het recht op de militievergoeding.

Art. 39. De militair is gerechtigd zich te verzetten tegen de uitbetaling van de militievergoeding aan de echtgenote ingeval deze laatste zich kennelijk misdraagt. Dit verzet is nochtans niet ontvankelijk indien de echtgenote recht heeft op onderhoudsgeld.

De vrederechter beschikt op het verzet en spreekt eventueel verval van rechten op de militievergoeding uit. De procedure van verzet en vervallenverklaring wordt geregeld bij een koninklijk besluit, dat tevens de ter zake bevoegde autoriteiten in het buitenland en in de kolonie aanwijst.

Art. 40. Kunnen met de onderhavige wet niet begunstigd worden, de personen in wier huisvesting en onderhoud door de openbare besturen wordt voorzien op het ogenblik van de indiensttreding van de militair.

SECTION III. — Période donnant des titres à l'indemnité de milice et aux majorations.

Art. 41. L'indemnité et les majorations sont dues :

- 1° Aux ayants droit visés à l'article 2, 1°, 2° et 3°, à partir du jour de l'entrée du militaire au service;
- 2° A partir du treizième mois aux ayants droit visés aux 4°, 5° et 6°.

Toutefois, le Roi pourra, dans les limites et aux conditions qu'il fixera, octroyer le bénéfice de l'indemnité à compter de l'entrée au service à certains bénéficiaires compris dans les 4° et 5°.

Toutefois, les ayants droit visés à l'article 2, 1°, n'ont droit à l'indemnité qu'à partir du septième mois après leur mariage avec le militaire. Cette dernière condition n'est pas imposée après douze mois de service militaire ni pour les mariages contractés avant la publication de l'arrêté d'exécution de la présente loi.

Les périodes de rappels donnent droit à l'indemnité de milice pour tous les ayants droit à partir du jour du rappel sous les armes.

L'indemnité de milice et les majorations sont payées jusques et y compris le jour du renvoi du militaire dans ses foyers ou jusqu'à la veille du jour où il est admis au régime du traitement. Si le militaire meurt en service et en raison de celui-ci, elles sont payées jusqu'au jour du paiement de la pension ou d'une avance sur cette pension aux ayants droit. Les allocations perçues depuis le décès restent acquises aux intéressés pour le montant qui excède la pension.

L'indemnité et les majorations ne sont pas dues :

- 1° Pendant la désertion et les congés exceptionnels éventuels;
- 2° Pendant la période de congé sans solde qui s'étend du passage au centre de sélection à l'appel définitif sous les armes;
- 3° Si le militaire perçoit un supplément de solde égal ou supérieur au montant de l'indemnité de milice.

SECTION IV. — Incessibilité et insaisissabilité.

Art. 42. Les indemnités, et majorations payées en exécution de la présente loi sont incessibles et insaisissables. L'incessibilité et l'insaisissabilité ne sont opposables ni à l'Etat, qui peut effectuer, par retenue des indemnités et majorations dues, la récupération d'indemnités et majorations indûment payées et de secours payés pour la période donnant lieu à l'octroi de l'indemnité de milice; ni aux commissions d'assistance publique qui réclameraient les secours payés pour la même période.

CHAPITRE VI. — Disposition transitoire.

Art. 43. La présente loi sortira ses effets au 1^{er} décembre 1950. Les demandes d'indemnités et de majorations qui se rapportent à une période antérieure à la date de l'entrée en vigueur de la loi devront être introduites dans un délai de six mois à partir de cette date.

CHAPITRE VII. — Disposition finale.

Art. 44. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 1951.

AFDELING III. — Tijdperk waarvoor de militievergoeding en de bijlagen verschuldigd zijn.

Art. 41. De militievergoeding en de bijlagen zijn verschuldigd :

- 1° Aan de rechthebbenden bedoeld in artikel 2, 1°, 2° en 3°, vanaf de indiensttreding van de militair;
- 2° Vanaf de dertiende maand aan de rechthebbenden bedoeld in 4°, 5° en 6°.

De Koning zal nochtans, binnen de perken en onder de voorwaarden die hij zal bepalen, het genot der militievergoeding aan zekere rechthebbenden bedoeld in 4° en 5° kunnen toekennen vanaf de dag der indiensttreding.

De in artikel 2, 1°, bedoelde rechthebbenden zijn evenwel slechts vergoedingsgerechtigd met ingang van de zevende maand na hun huwelijk met de militair. Deze laatste voorwaarde wordt niet gesteld na twaalf maanden diensttijd noch voor de huwelijken aangegaan vóór de bekendmaking van het uitvoeringsbesluit van deze wet.

De wederoproepingstijdperken geven recht op militievergoeding, en zulks voor al de rechthebbenden, te rekenen van de dag der wederindiensttreding.

De militievergoeding en de bijlagen worden betaald tot en met de dag waarop de militair naar zijn haardstede wordt teruggezonden of tot de dag vóór die waarop hij tot het weddestelsel wordt toegelaten. Wanneer de militair sterft gedurende en ten gevolge van de dienst, dan worden zij betaald tot de dag waarop het pensioen of een voorschot hierop wordt uitbetaald aan de rechthebbenden. De vergoedingen betaald sinds het overlijden blijven verworven voor de belanghebbenden voor het bedrag dat het pensioen te boven gaat.

De vergoeding en de bijlagen zijn niet verschuldigd :

- 1° Gedurende de desertie en de eventuele uitzonderlijke verloven;
- 2° Gedurende het niet soldijgerechtigd verlof tussen de verschijning vóór het selectiecentrum en de definitieve oproeping;
- 3° Indien de militair een soldijbijslag geniet waarvan het bedrag even groot is als of groter dan de militievergoeding.

AFDELING IV. — Onoverdraagbaarheid en onbeslagbaarheid.

Art. 42. De in uitvoering van deze wet uitgekeerde vergoedingen en bijlagen zijn onoverdraagbaar en onbeslagbaar. De onoverdraag- en onbeslagbaarheid kunnen niet worden aangevoerd tegen de Staat, die bij wijze van inhouding van de verschuldigde vergoedingen en bijlagen de ten onrechte uitgekeerde vergoedingen en bijlagen zomede de over het militievergoedingstijdperk uitbetaalde steungelden kan verhalen, noch tegen de commissiën van openbare onderstand die voor datzelfde tijdperk uitgekeerde steungelden mochten terugvorderen.

HOOFDSTUK VI. — Overgangsbepaling.

Art. 43. De onderhavige wet heeft uitwerking met ingang van 1 December 1950. De aanvragen om vergoeding en vergoedingsbijlagen over een tijdperk vóór de datum der inwerkingtreding van de wet moeten binnen zes maanden na die datum ingediend worden.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepaling.

Art. 44. De onderhavige wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, 9 Juli 1951.

BAUDOUIN.

Par le Prince Royal :
Le Ministre de l'Intérieur,

Vanwege de Koninklijke Prins :
De Minister van Binnenlandse Zaken,

M. BRASSEUR.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,

L. MOYERSOEN.